

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 25/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles de LABRUGUIERE

Société Publique Locale Eaux de Castres Burlats

lieu-dit "Prado de Lamothe"
81290 LABRUGUIERE

Références : 81- CRARC-2023-04
Code AIOT : 0006804526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 sur le site de la Station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles de LABRUGUIERE exploité par Société Publique Locale Eaux de Castres Burlats, implanté lieu-dit "Prado de Lamothe" - 81290 LABRUGUIERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles de LABRUGUIERE - Société Publique Locale Eaux de Castres Burlats
- lieu-dit "Prado de Lamothe" 81290 LABRUGUIERE
- Code AIOT dans GUN : 0006804526
- Régime : Autorisation

Ce site comprend une station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification situation administratives
- positionnement RSDE
- autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Positionnement RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 24	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 1	Sans objet
2	Convention	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, annexe article 2.2.1	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
5	Effluents en entrée	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, annexe article 2.2	Sans objet
6	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, annexe article 2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour le positionnement RSDE, l'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous un mois, un plan d'action précisant le détail des mesures à mettre en place ainsi que les délais associés pour éliminer, réduire ou traiter les substances analysées dont les valeurs limites sont dépassées.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/03/2006, article 1			
Prescription contrôlée : La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CASTRES MAZAMET dont le siège social est sis "Espace Ressource, Le Causse Espace d'Entreprises, 81115 CASTRES cedex est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées, à exploiter une station d'épuration collective des effluents industriels au lieu-dit « Le Prado de Lamothe », installation visée par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.			
N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Régime
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	7500 équivalent habitants 9000 à 10000 équivalents habitants en pointe exprimée en DCO	A
Constats : La station d'épuration recueille et traite les eaux industrielles de l'établissement, la Tarnaise des Panneaux et Fermiers Occitans, installations classées soumises à Autorisation ainsi que celles des deux installations soumises à déclaration : la blanchisserie de l'hôpital Castres Mazamet et la société King Tree, spécialisée dans la production d'extrait de tanin de châtaignier pour l'alimentation animale. Le flux de DBO5 produit actuellement par cette station d'épuration est de 265 kg/an, pour un flux total admissible de 450 kg/an. Cette station d'épuration n'est donc utilisé qu'à 59% de sa capacité maximale.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N°2 : Convention

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/03/2006, annexe article 2.2.1
Prescription contrôlée : L'ensemble des industriels, rejetant dans le réseau d'assainissement des eaux usées autres que domestiques, devront conformément à l'article L. 35-8 du code de la santé publique, faire l'objet d'une autorisation de déversement délivrée par la collectivité. Cette autorisation fera l'objet d'une convention au regard des exigences de bon fonctionnement de l'ouvrage d'épuration.
Constats : Les 4 industriels se rejetant dans cette station d'épuration disposent d'une convention reprenant l'autorisation de déversement délivrée par la collectivité. Un prochain avenant de ces convention, portant essentiellement sur les taxes, sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Positionnement RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 24
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 2018. Dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023. Après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le préfet peut aménager les prescriptions du présent arrêté, éventuellement à titre temporaire, pour les installations existantes ainsi que leurs modifications, si cela est justifié par des circonstances locales et dans les limites permises par la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : L'exploitant remet à l'inspecteur les résultats d'une campagne d'analyse RSDE réalisée en entrée et en sortie de la station d'épuration (6 périodes de mesures réalisées de juin 2021 à janvier 2022). Les substances suivantes, présentes de manière significative des dépassements des valeurs limites : - en sortie : 4-Nonylphenol; - en entrée : cuivre, benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(g,h,i)pérylène, benzo(k)fluoranthène, Fluoranthène et sulfonate de perfluorooctane. L'exploitant explique à l'inspecteur qu'il compte éliminer ou réduire ces substances à la source des industriels ou les traiter par sa station d'épuration. Il précise que plusieurs campagnes de mesures seront nécessaires. L'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre sous un mois un plan d'action précisant le détail des mesures à mettre en place ainsi que les délais associés pour éliminer, réduire ou traiter ces substances de manière à respecter les valeurs limites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Depuis le 1 ^{er} janvier 2020, toutes les saisies ont été faites sous le logiciel GIDAF par l'exploitant. Aucun dépassement des valeurs maximales en concentration et en flux n'a été constatée pour les rejets en sortie de la station d'épuration pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Effluents en entrée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, annexe article 2.2

Prescription contrôlée :

Le cahier des charges nominal des installations est défini comme suit :

CHARGES POLLUANTES	Paramètres	Moyenne Régime normal	Pointe accidentelle 1/semaine
Concentration DCO	mg/l	818	833
Charge en DCO	kg/j	900	1000
Rapport DCO/DBO5		2	
Concentration DBO5	mg/l	409	417
Charge DCO5	kg/j	450	500
Concentration MES	mg/l	454	483
Charge MES	kg/j	500	580
Concentration NTK	mg/l	40	
Charge NTK	kg/j	45	
Concentration P Total	mg/l	10	
Charge	kg/j	11	

Volume des rejets	Moyen	Pointe maximale admissible
Volume journalier (m3/j)	1100	1200
Volume horaire moyen temps sec (m3/h)	45,8	50
Volume horaire pointe temps sec (m3/h)	101	
Coefficient de pointe horaire temps sec	2,2	

Constats : L'inspection ne constate que quelques dépassements des valeurs limites en entrée de la station d'épuration pour les concentration et en flux ont eu lieu au cours de l'année 2022, pour les substances DBO5 et DCO :

Date	24/01/22	10/02/22	24/02/22	22/03/22	03/05/22	17/10/22	02/11/22	07/11/22
DBO5 (mg/l)		480	601	580	680	480	440	
DBO5 (kg/j)			542		532			
DCO (mg/l)	889		1067	935	1251	1066	981	860
DCO (kg/j)							1091	

Une auto surveillance des rejets des industriels se déversant dans la station d'épuration est réalisée par l'exploitant, qui en cas de dépassements récurrents des valeurs limites, alerte l'industriel concerné.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, annexe article 2.7

Prescription contrôlée :

L'établissement doit respecter les dispositions suivantes :

- trois piézomètres, au moins, doivent être implantés sur le site (1 en amont et 2 en aval hydraulique). La définition du nombre de puits et de leur implantation doit être faite à partir d'une étude hydrogéologique.
- Une analyse annuelle de la qualité des eaux souterraines est réalisée afin de vérifier l'absence de transfert de pollution en cas de fuite de l'ouvrage.
- L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe et notamment comporter à minima une mesure de pH, de conductivité, de DCO et DBO5.
- Compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis régulièrement à l'inspection des installations classées. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit s'assurer par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il doit informer l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En cas de risque de pollution des sols, une surveillance des sols appropriée est mise en œuvre sous le contrôle de l'inspection des installations classées. Sont obligatoirement précisés la localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer.

Constats : Une autosurveillance des eaux souterraines est prévue annuellement. La dernière autosurveillance remonte à juin 2022. Elle est saisie sous le logiciel GIDAF. Aucune anomalie sur les substances mesurées n'y est décelée.

L'inspecteur demande à l'exploitant d'intégrer à partir de 2023, le rapport d'autosurveillance en pièce jointe sous GIDAF en version pdf, en plus de la saisie de cette autosurveillance. Dans ce rapport, il devra faire apparaître les éléments suivants :

- l'historique synthétique récapitulant la présence des substances depuis le début de la surveillance ;
- une conclusion synthétique sur le suivi avec des propositions pour continuer ou abandonner ou rajouter la surveillance de certaines substances sur certains piézomètres ;
- l'implantation des piézomètres avec le sens d'écoulement de la nappe au vu du dernier prélèvement réalisé ;
- l'implantation des puits à proximité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet